

INFO RAPIDE



LA GAZETTE DE LA ROUTE

Ziegler France : un redressement judiciaire à hauts risques pour 1 370 salariés [Transport Info]

2026 n°4
04/03/2026

CONTACTS

Patrick **BLAISE**
SG UF ROUTE
06 82 09 02 97

Olivier **ETHEVE**
SGA UF ROUTE
06 73 59 09 89

Mustapha **ZOUFIR**
06 84 70 27 35

Thierry **VALENTIN**
06 03 22 88 68

Olivier **ADANE**
06 83 84 79 59



La CFTD est
toujours en
1^{ère} place !

Sans réelle surprise, la filiale française du groupe belge **Ziegler Group** a été placée en **redressement judiciaire** par le tribunal de commerce de Lille le **28 février**. Les salariés en avaient été informés la veille, lors d'un comité social et économique.

Dès le 19 décembre 2025, un courrier adressé aux 1 370 collaborateurs répartis sur 58 sites évoquait l'ouverture d'un protocole de cession, dans un contexte de recherche active de solutions capitalistiques. À la demande d'**Alain Ziegler, Président du groupe**, deux mandataires ad hoc ont été désignés début février par le tribunal de commerce afin d'encadrer les discussions avec d'éventuels repreneurs ou partenaires financiers.

Continuité d'exploitation sous surveillance

L'objectif affiché par la direction est de **garantir la continuité de l'exploitation** tout en protégeant l'entreprise et ses créanciers, le temps d'élaborer un plan de redressement ou d'examiner différents scénarios de cession, partielle ou totale.

Cette procédure doit offrir un cadre juridique stabilisé pour négocier, mais elle ouvre également une période d'incertitude pour les équipes et les partenaires commerciaux.

Vers une restructuration en profondeur ?

Concrètement, le remodelage annoncé pourrait se traduire par des **fermetures de sites**, une **réorganisation des flux logistiques**, voire une **réduction significative du périmètre d'activité en France**.

En 2025, le groupe a enregistré dans l'Hexagone près de **6 millions d'euros de pertes** pour un chiffre d'affaires de 445 millions d'euros, révélant une dégradation rapide des marges et une fragilisation de son modèle économique sur le marché français.

Pour les 1 370 salariés, l'enjeu est désormais clair : la capacité du groupe à attirer un repreneur solide ou à rétablir durablement sa rentabilité déterminera **l'ampleur des ajustements à venir**.

Source : https://www.transportinfo.fr/ziegler-france-redressement-judiciaire-a-hauts-risques-pour-1-370-salaries/?utm_source=dlvr.it&utm_medium=linkedin.